

PRÉFET DE LA VENDÉE

Arrêté n°15-DRCTAJ/1- 48

mettant en demeure la société JEANNEAU pour les installations de fabrication de bateaux qu'elle exploite aux Herbiers

Le Préfet de la Vendée  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°01-DRCLE/1-464 du 13 septembre 2001 autorisant la société JEANNEAU à exploiter une usine de fabrication de bateaux sur la commune des Herbiers, avenue des Sables, concernant notamment la rubrique 2940 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées soumises à autorisation, notamment sous la rubrique 2940 ;

**Vu** l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé qui dispose : *« l'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre [...]. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique »* ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) en date du 9 janvier 2015, transmis à l'exploitant à la même date conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant ;

**Considérant** que lors de la visite du 5 novembre 2014, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants : absence de réalisation des travaux de protection contre la foudre préconisés par l'analyse du risque foudre (ARF) et détaillés dans l'étude technique ;

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé ;

**Considérant** que la foudre peut être un événement initiateur à l'origine d'un incendie sur le site ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société JEANNEAU de respecter les dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

ARRETE

Article 1 : La société JEANNEAU, exploitant une installation de fabrication de bateaux, sise avenue des Sables aux Herbiers, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 20 de l'arrêté

ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, en réalisant les travaux préconisés par l'ARF et détaillés dans l'étude technique sur la protection contre la foudre, **dans un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : L'exploitant adressera au préfet de la Vendée, **dans un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

Article 3 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des sanctions pénales encourues, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement relatif aux installations classées dont un extrait est annexé au présent arrêté..

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Nantes dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions

Article 5 : Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie des Herbiers et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché dans cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture - bureau du tourisme et des procédures environnementales et foncières, section des installations classées.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 30 JAN. 2015

Le Préfet,

Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général  
de la Préfecture de la Vendée

Jean-Michel JUMÉZ

Arrêté n°15-DRCTAJ/1- 48

mettant en demeure la société JEANNEAU pour les installations de fabrication de bateaux qu'elle exploite aux Herbiers